

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19843 - 76ÈME ANNÉE

Elections départementales à Saint-Paul

Johnathan Bima et Cinthya Clain-Gaillac : la jeunesse avec le PCR

Plusieurs candidats porteront les idées du Parti communiste réunionnais durant la campagne des élections départementales. A Saint-Paul, dans le canton 17, la liste « Pour changer vraiment » a pour candidats titulaires Johnathan Bima et Cinthya Clain-Gaillac, leurs remplaçants sont Mickaël Clain et Vanessa Thomas. C'est avec fierté qu'ils ont choisi de faire figurer le logo du PCR sur leur affiche de campagne. Voici le message diffusé pour annoncer leur candidature.

« Si aujourd'hui on ne bouge pas pour faire changer les choses, ils nous sera très difficiles de le faire demain.

LA POLITIQUE est au cœur de ta vie de tout les jours ! Que tu le veuille ou pas

Tu est est révolté de ce qui se passe en ce moment ?

Tu veux que les choses changent ?

Tu en a marre de voir ton quartier délaissé ?

Fatigué des fausses promesses ?!

Déçu de ce qui se passe actuellement au niveau politique ?!

Je t'invite à prendre conscience que le changement doit venir de chacun d'entre nous avant d'être possible de le voir ailleurs !!

Si comme nous tu ne veux plus de politique de magouille, de fausses promesses, de politique d'apparence ou de politique à la tête, ou politique d'étiquette qui ne veut plus rien dire, alors rejoins nous !

Tu viens libre et tu repars libre !!!
Tout le monde à le droit de s'ex-

ELECTIONS DEPARTEMENTALES || LES 20 ET 27 JUIN 2021
CANTON 17 (SAINT-PAUL 1)

Pour changer vraiment !

JOHNATHAN BIMA
CINTHYA CLAIN / GAILLAC

MICKAËL CLAIN
Remplaçant

VANESSA THOMAS
Remplaçante

PCR LA JEUNESSE POUR VOUS SERVIR

primer en toute liberté !

Arrêtons de nous faire prendre en otage avec des petits contrats ou des fausses PROMESSES.

DISONS STOP

FAIS RETENTIR TA VOIX mais de la bonne manière !

En votant pour le changement c'est

pour toi même que tu vote ! Car c'est toi qui sera acteur dans ton QUARTIER.

Si tu veux en savoir plus rejoins nous.

Saint Paul Canton 17

Dit bana nous arrive

Lo peup en force !! »

De nombreux travailleurs contraints de subir le chômage partiel

Centres commerciaux et coronavirus : l'impasse d'un modèle imposé aux Réunionnais

Le chômage imposé aux travailleurs des commerces des galeries commerciales jugés non-essentiels par les pouvoirs publics est la conséquence de l'importation à La Réunion du système des centres commerciaux construits en périphérie des villes. En étant habilités à accueillir simultanément des milliers de personnes dans un espace clos climatisé, ces infrastructures favorisent incontestablement la circulation de la COVID-19. L'implantation de ce modèle dans quasiment toutes les communes amène à l'impasse actuelle. Pourquoi ne pas saisir cette situation de crise pour construire un autre modèle que celui dominé par les centres commerciaux et leurs immenses parkings ? Pourquoi ne pas réfléchir à une organisation du commerce construite à partir des besoins des Réunionnais au lieu d'importer des structures de l'autre bout du monde ?

En raison de l'intensification de la circulation du coronavirus, l'État a décidé de fermer certaines enseignes : les commerces ne vendant pas de produits alimentaires situés dans les galeries commerciales de plus de 10.000 mètres carrés. Cette mesure vise à limiter l'affluence dans les centres commerciaux. Les autorités sanitaires estiment que ces infrastructures peuvent favoriser la transmission du virus.

Rappelons qu'avant la dégradation de la situation sanitaire observée quelques semaines après l'arrivée sans quarantaine ni test obligatoire de près de 100.000 passagers

venus de France, les plus grands centres commerciaux étaient habilités à accueillir simultanément plus de 3000 personnes. En effet, alors que l'OMS recommande un espace d'au moins un mètre cinquante entre chaque personne, la France avait ramené cette limite à un mètre. L'aggravation de la situation sanitaire a eu pour conséquence d'augmenter l'espace requis pour une personne, et donc de baisser la jauge. La fermeture des magasins jugés non-essentiels par les autorités visait à réduire la fréquentation de ces centres commerciaux, mais elle a de graves conséquences sociales. En effet, des sociétés ont décidé d'implanter leurs commerces dans ces galeries. La fermeture signifie un arrêt total d'activité, et cela depuis plusieurs semaines.

Lors de sa dernière intervention télévisée, Emmanuel Macron a fait part de son souhait de voir tous les commerces de nouveau ouverts en France le 19 mai. Aussitôt, des représentants des patrons réunionnais s'engouffrent dans la brèche pour demander l'ouverture des commerces fermés le 8 mai. Pour ces patrons, la fête de la victoire de l'URSS et ses alliés sur le nazisme et l'impérialisme japonais est surtout l'occasion de faire des profits. Cette attitude n'est pas sans rappeler celle de professionnels du tourisme contre la quarantaine et les motifs impérieux, car leur modèle est basé sur l'accueil de touristes venus d'un pays situé à l'autre bout du monde.

Convertir les transferts publics en profits privés

Tout d'abord, il est nécessaire de rappeler que la plupart des commerces sont ouverts à La Réunion. Le problème vient d'un type de commerce, importé des Etats-Unis en Europe puis à La Réunion : les centres commerciaux construits autour d'un hypermarché. Installés en périphérie des villes, ce sont avant tout d'énormes parkings comportant des centaines de places au centre desquels se trouve une concentration de commerces dans un espace clos climatisé.

Ces dernières années, ces centres se sont multipliés à La Réunion, sacrifiant au passage des surfaces considérables de foncier agricole ou des terres qui pourraient accueillir de nombreux logements. C'est une véritable fuite en avant, qui se fait à coup d'agrandissements de structures qui s'autoproclament ensuite plus grand centre commercial de l'océan Indien ! Ceci entraîne une concentration au détriment des commerces de proximité. L'argument le plus souvent invoqué par les élus qui donnent leur accord à ce genre de construction est celui de l'emploi. Mais il est clair que ces commerces jouent un rôle très important dans le système néocolonial qui domine La Réunion. C'est principalement là que l'argent des transferts publics versés sous forme de salaire ou d'allocation est dépensé pour les achats de première nécessité. Cet argent est ensuite rapatrié dans les

caisses des entreprises françaises qui ont vendu des produits par cet intermédiaire à La Réunion. C'est pourquoi ces structures font l'objet de toutes les attentions. Par exemple, le couvre-feu décrété pendant le mouvement des gilets jaunes avait surtout pour effet de permettre le ravitaillement de ces centres commerciaux, afin qu'ils puissent tous les jours accomplir leur travail de conversion de l'argent des transferts publics en profits privés.

Il suffit donc d'un simple virus pour gripper cette mécanique bien huilée. La transmission du coronavirus et de ses variants est en effet favorisée dans les lieux où la population se concentre. Le choix de privilégier les centres commerciaux à l'américaine a donc conduit à leur implantation dans toutes les communes du littoral. Ce sont autant de lieux de concentration de la population dans un espace clos, et donc autant de lieu susceptibles de donner naissance à de nouveaux regroupements de cas de coronavirus.

L'exemple du pays le plus touché par la COVID-19

Rappelons également que le pays le plus touché dans la monde par la COVID-19, les Etats-Unis, est aussi celui qui a le premier généralisé ce type de commerces, ce qui confirme l'inadaptation de ces structures face à la circulation d'un virus qui peut être mortel. La crise subie par les travailleurs en raison de la fermeture de leur



Cette photo a été prise le 2 février dernier, au moment où la France estimait qu'un espace d'un mètre entre chaque personne était suffisant. Résultat : plus de 3.500 personnes pouvaient être accueillies simultanément dans ce centre commercial, comment garantir le « zéro transmission » dans ces conditions ?

gagne-pain par l'État est celle d'un système inadapté à la situation actuelle. Nul doute que si la stratégie des autorités avait été d'empêcher l'entrée du coronavirus à La Réunion, cette réalité n'aurait été révélée de manière aussi brutale. Compte tenu de la dépendance de notre île aux décisions venues de Paris, et face à l'échec du gouvernement devant la propagation de la COVID-19, la crise sanitaire va encore durer longtemps à La Réunion. Par ailleurs, le coronavirus ne sera pas la dernière pan-

démie. Pourquoi ne pas saisir cette situation de crise pour construire un autre modèle que celui dominé par les centres commerciaux et leurs immenses parkings ? Pourquoi ne pas réfléchir à une organisation du commerce construite à partir des besoins des Réunionnais au lieu d'importer des structures de l'autre bout du monde ?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

La Franss dann l'Afrik, konm in shate volère sossiss

Mézami, rantre nou, nou la fine koze lo fran CFA. Nou la fine di pli d'in foi, kèl drol lindépendanss bann péi l'Afrik lété d'dan kan noute toute i koné li fran bann zafrikin téi ansèrv sa lété komandé dopi Paris, dopi trézor piblik La Franss : sa té in vré shari-vari, lété in vré tronpe kouyon é nou noré pi rire sof ka lo band viktime téi konte par ilyon d'moun ésploité dopi kate syèkl édmi.

Lo présidan Chirac téi di pa : « Nou-La Franss pa nou pov Rényon- la sègne l'Afrik dopi kat syèkl édmi. » Alor, afors alé a lo kalbass i pète é momandoné band lopinyon dann l'Afrik la fini par dire : tr osé tro, i fo sa i arète. L'èr-la, La Franss makronik la désside li téi sava pa an min la dékoonizassyon monètère band zansien koloni Afrikène. Nou lé zordi , doi zanvyé 2021, dann in faz pou réaliz la dékolonizassion larzan.

Mé antansyon bonpé d'moun dann l'afrin-lansien Afrik Okssidental, sansa lansien l'Afrik ékwatoryal, lé konte in réforme piloté dopi La franss, mé néna assé band figaro an parmi bande shèf d'éta pou sédé é pou aplike la réform Macron si tèlman ké la apliké.

Mé dann trézor piblik franssé néna in éstoke larzan l'Afrik laba é La franss la di li va rand e lo larzan. Sé konmsa ké néna dé troi zour la bank bann zéta l'Afrik oksidental la gingn in gro vèrsman larzan. Konbien d'après zot la rovèrs banna ? Sink milyar l'éro, même pa dokoi boush in trou d'dan band zAfrikin. La pa di kossa va fé avèk band santène milyé d'milyar larzan la vol banna, si in zour va majine rand azot. Pars pou linstan zot va gingn bande myète solman.

Pli grav ké sa, zot i koné kan in shate lé volère sossiss, si wi mète ali déor par la porte li arrante par a fènète. Kossa in pé i trouv mi méprize la franss kan mi trète ali do shate volère sossiss, mé pou dire la vérité, vole détroi sossiss lé pa grav, mé ésploite band pèp, sègne azot pandan kate syèkl édmi, sa lé bonpé pli grav.

Justin